

Palestine/Israël : Jérusalem, capitale de l'apartheid

jeudi 27 novembre 2014, par [SALINGUE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 20 novembre 2014).

Et soudain, les médias et les gouvernements occidentaux firent semblant de découvrir que Jérusalem était une ville « sous tension ». La preuve ? Des Palestiniens attaquent des Israéliens et plusieurs morts sont à déplorer...

Une fois de plus, difficile de croire aux larmes de crocodile de nos dirigeants, sans même parler des jérémiades des officiels israéliens : depuis des décennies, la politique de l'État d'Israël à Jérusalem est connue et documentée ; depuis des décennies, cette politique est guidée par trois principes : colonisation, expulsion, discrimination. Et elle suscite la révolte, légitime, des Palestiniens.

Une explosion annoncée

« Les [récents] développements à Jérusalem-Est ont été caractérisés par l'expansion de la colonisation et un nombre considérable de maisons démolies et de Palestiniens expulsés. Israël poursuit activement, en pratique, l'annexion illégale de Jérusalem-Est en affaiblissant la communauté palestinienne de la ville, en empêchant le développement urbain des Palestiniens et, au bout du compte, en séparant Jérusalem-Est du reste de la Cisjordanie ».

Mais de qui émane donc ce constat sans ambiguïté ? D'un rapport rédigé... en 2009 par les 28 diplomates de l'Union européenne en poste à Jérusalem. La version actualisée de ce rapport, en 2014, dénonçait *« l'accélération sans précédent de la colonisation »* et alertait : *« il existe un risque significatif pour que des incidents sur l'esplanade des mosquées [...] suscitent des réactions extrêmes aussi bien localement qu'à travers le monde arabo-musulman ».*

À la fin du mois d'octobre, le journaliste israélien Gideon Levy s'interrogeait, dans le quotidien Haaretz : *« Les arrestations massives à Jérusalem, qui n'ont éveillé aucun intérêt en Israël, l'invasion des colons dans les quartiers arabes avec le soutien du gouvernement et des tribunaux, la négligence criminelle dont la ville est responsable – tout ceci aura un coût. Combien de temps encore les Palestiniens verront-ils leurs enfants craindre de quitter leur maison de peur d'être attaqués dans la rue par des hooligans ? Combien de temps verront-ils leurs enfants arrêtés à chaque jet de pierre ? Combien de temps observeront-ils l'abandon de leurs quartiers ? Combien de temps consentiront-ils à leur expulsion tacite de la ville ? »*

Une colère qui vient de loin

Autant dire que pour quiconque observe un tant soit peu la situation à Jérusalem, nulle surprise relative aux actuelles « tensions ». Après la conquête militaire de la partie arabe de Jérusalem en 1967, les autorités israéliennes n'ont classé que 13 % de Jérusalem-Est comme « zone constructible » pour les Palestiniens, contre 35 % pour la colonisation. Les colonies se sont développées à grande vitesse (plus de 200 000 colons aujourd'hui) tandis que les Palestiniens recevaient les permis de construire au compte-gouttes. Au cours des dix dernières années, ils en ont obtenu moins de 200 par an, alors qu'ils en ont besoin de dix fois plus pour absorber la croissance

de la population. Ils construisent donc de manière « illégale » et s'exposent à des démolitions : plus de 1 200 bâtiments détruits depuis 2000 ; plus de 80 000 Palestiniens de Jérusalem vivent aujourd'hui dans des logements considérés comme « illégaux » par Israël et sont sous la menace d'un ordre de démolition.

Les Palestiniens de Jérusalem ont un statut juridique particulier : ils sont porteurs d'une « carte de résident » qui leur permet, entre autres, de voter aux élections municipales ou de travailler en Israël. Mais l'obtention, la conservation ou le renouvellement de cette carte est un véritable parcours du combattant, et nombre de Palestiniens perdent leur statut de résident chaque année : dossier incomplet (douze documents administratifs sont nécessaires dans certains cas), absence prolongée, condamnations pénales... Tous les motifs sont bons pour les déchoir de leur statut de résident. Depuis 1994, 11 000 Palestiniens ont ainsi perdu ce statut.

On ne sait donc si l'on doit rire ou pleurer lorsque l'on attend un officiel israélien s'insurger contre les récentes « violences » palestiniennes et déclarer sans sourciller : « *il faut que la coexistence pacifique entre juifs et Arabes continue à Jérusalem* ». La ville a fait l'objet, depuis des décennies, d'une politique de judaïsation, dont l'objectif est de contrer toute revendication de souveraineté palestinienne sur ce qu'Israël présente comme sa « *capitale une et indivisible* ». Nulle surprise, dès lors, à ce que les Palestiniens de Jérusalem se soulèvent régulièrement, comme c'est le cas actuellement. Une colère qui ne cessera que lorsque les politiques coloniales et oppressives auront pris fin.

Julien Salingue

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 265 (20/11/2014). <http://www.npa2009.org/>